



**F.S.U.**  
pour l'égalité-e

## JOURNÉE DE LUTTE POUR LES DROITS DES FEMMES

La journée du 7 novembre 2016, avec son écho médiatique, a favorisé la prise de conscience des inégalités salariales entre les femmes et les hommes. La FSU s'est inscrite dans la mobilisation unitaire, avec la CGT, Solidaires, les syndicats étudiants et lycéens et les associations féministes, pour faire du 8 mars une journée d'action et de mobilisations allant jusqu'à la grève interprofessionnelle.

Même dans la Fonction publique, tout n'est pas résolu par l'égalité formelle liée au statut, aux grilles de rémunération et aux concours. Les différences de carrière entraînent des inégalités salariales et pénalisent les femmes. Il faut continuer à identifier et expliquer les écarts de salaires dans nos différents champs professionnels. Même dans la Fonction Publique, la précarité et les temps partiels subis existent et touchent majoritairement les femmes, les AVS dans les classes en sont la parfaite illustration.

En Europe comme en France, la banalisation des idées d'extrême droite et la progression des partis qui portent des projets anti-sociaux et contre les droits des femmes doit amener nos organisations syndicales et féministes à s'allier pour contrer pied à pied cette propagande mensongère et empêcher les reculs sociaux pour les salarié-es, chômeurs/chômeuses, précaires, étudiant-es et retraité-es.

Rappelons la suppression du « pass contraception » dans les lycées d'Île de France par Mme Péresse, présidente de la région, et, plus proche de nous encore, la coupe décidée par M. Wauquiez sur la subvention du Planning familial. Les Républicains ne sont pas en reste quand il s'agit de mener une politique rétrograde. Leur candidat à la présidentielle, soutenu par la « manif pour tous », devrait se montrer tout aussi inventif dans le domaine de la régression sociale. Nous sommes aussi face à l'imposture féministe du FN, parallèlement à son imposture sociale. Mme Le Pen s'érige en défenseuse des femmes, parce que leur vote est un enjeu important, capable de faire basculer le résultat d'une élection. On l'a vu en Autriche, où ce sont surtout elles qui ont fait barrage à l'extrême droite. Mais le FN ne propose aucune mesure concrète pour l'égalité salariale ou l'emploi des femmes. Or, les droits des femmes progressent quand des revendications concrètes et opérantes sont portées par des mobilisations. C'est ainsi que le mouvement social pourra se démarquer nettement.

Nous sommes en période électorale et devons porter haut et fort que l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est incontournable parce qu'elle participe du progrès social. Nous devons faire entendre aux candidat-es que laisser perdurer ces inégalités et laisser s'exercer les violences contre les femmes, c'est porter une responsabilité sur le fait que les idées rétrogrades et les partis qui les portent progressent.

En 2017, nous voulons l'égalité des salaires et des pensions, la fin des discriminations, de la précarité et des temps partiels imposés, la fin des stéréotypes de genre, la mixité des filières de formations, la fin des violences sexistes et sexuelles, un accès libre et remboursé à la contraception et à l'IVG sur tout le territoire, le droit d'asile pour les femmes victimes de violences...

Il faut des mobilisations d'ampleur, combatives et solidaires, pour nous permettre de les imposer. Montrons que nos luttes sont des conditions nécessaires et indispensables pour l'émancipation des femmes et des peuples. Et montrons que nous devons toutes et tous rester solidaires, vigilantes et combatives pour renforcer nos acquis et obtenir de nouveaux droits.